

19 décembre 1953.

LA troisième République, durant ses soixante-dix années d'existence, a moins demandé de ministres aux partis de droite, que M. Vincent Auriol en une seule année de son règne. Si modéré qu'il puisse être, le nouveau Président ne saurait aller plus à droite dans ses choix. Mais un élu de la gauche ne s'en tirerait pas mieux que M. Vincent Auriol. A son exemple, peut-être se donnerait-il le plaisir, au cours d'une crise, d'offrir à quelque personnage socialiste, tel que M. Guy Mollet, les honneurs d'un tour de piste et puis, la mort dans l'âme, il désignerait, lui aussi, l'un de ces messieurs dont quelques-uns, pour rire, s'appellent « paysans ».

Rien ne sera donc changé à la politique française et notre bourgeoisie continuera de savourer ce bonheur dont elle avait rêvé durant un demi-siècle, sans y pouvoir atteindre jamais.

Parvenu à la vie consciente au lendemain de la crise boulangiste, j'ai, durant toute mon enfance, entendu les grandes personnes soupirer après de « bonnes élections ». Mais elles devenaient pires, ces élections, à mesure que je grandissais, à mesure aussi que se faisait plus furibonde la bataille contre ce qu'on appelait autour de moi « la judéo-maçonnerie ».

Les jeunes Français d'aujourd'hui auraient peine à croire ce qui est en effet incroyable et qui pourtant est vrai, que M. Laniel, que ce qu'incarne M. Laniel a été le rêve, la chimère passionnément caressée, le bonheur jamais atteint de la société française entre 1880 et 1940. Elle l'a serré de près de deux fois, ce bonheur, grâce à un général,

à sa barbe blonde, et à son cheval, et plus tard, grâce à ce capitaine juif dont l'écriture, pour son malheur, ressemblait à celle du commandant Esterhazy.

Ce désir immodéré d'un gouvernement modéré se manifestait avec violence dans nos familles comme dans la rue. Je me souviens de ce cousin, le plus inoffensif des hommes et le plus doux, qui épouvantait mon enfance en roulant des yeux et en criant : « Un sabre ! Un sabre ! Un sabre ! Je ne connais que ça, un sabre ! »

De magnifiques campagnes préparaient les bonnes élections qui, finalement, se révélaient mauvaises, à notre stupeur, car nous avions vu (je crois les voir encore) Jules Lemaitre, petit vieillard blanc et rose, Syveton, vêtu de beige, la boutonnière fleurie, le monocle plein d'éclairs, acclamés par d'énormes foules. On criait : « Mort aux Juifs ! » Nos pots de chambre s'appelaient des « zolas ». Rien n'y faisait : le « Bloc » était toujours gagnant.

D'où vient que tout ait changé ? Ce n'est pas la France qui a changé. M. André Siegfried a montré qu'électoralement, elle ne change pas, qu'après un siècle et demi, la répartition géographique des voix est restée la même. Que s'est-il passé ?

Ceci d'abord, d'une portée immense, mais qui, finalement, aurait dû jouer plutôt en faveur d'une orientation à gauche de la politique française : le ciment qui assurait au bloc radical-socialiste sa cohésion, c'était l'anticléricalisme. Or les prêtres de France l'ont tué par un demi-siècle d'apostolat auprès des classes les plus pauvres, dont ils ont partagé la pauvreté. Après cinquante années, quel catholique de mon âge ne conviendrait que les Loges maçonniques, entre 1880 et 1905, ont bien travaillé pour l'Eglise et que le petit père Combes, représenté dans *Le Pèlerin* avec des cornes, des pieds fourchus, et une queue frétilante entre les pans de sa redingote radicale, a été un personnage providentiel et que cet ancien séminariste a sans doute mieux servi l'Eglise que s'il ne l'avait jamais quittée ?

L'Eglise de France, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, ne ressemble pas à celle d'Espagne. Notre Eglise a compris la leçon, moins sanglante, il est vrai, qui lui avait été infligée. Les religieux, revenus d'exil, grâce à la guerre et à la victoire de 1918, n'avaient plus le même esprit. Toutes les équivoques qui liaient le trône à l'autel, le goupillon au sabre, furent sinon détruites, du moins fixées : le venin n'en fut plus répandu dans le corps tout entier : « L'Action Française » aura été un abcès de fixation nécessaire.

Il saute aux yeux que le clergé et que la jeunesse catho-

lique, orientés chaque jour un peu plus vers l'action sociale, auraient dû détacher de la droite les masses croyantes, et c'est bien ce qui, d'abord, a paru se passer. A la Libération, le triomphe de la démocratie chrétienne, le naufrage définitif du nationalisme « intégral », tout parut annoncer la formation d'un grand parti travailliste français à la fois socialiste et chrétien.

Alors s'est produit ce détournement de la démocratie chrétienne au profit de la droite, que trois lettres désignent : M. R. P. Au profit de la droite ? disons plus précisément au profit des féodalités qui, dans la métropole, tiennent l'Etat sous leur dépendance, qui sont en train de détruire l'Union française par l'Indochine, qui entretiennent un rêve de sécession en Afrique du Nord, et qui ont accompli au Maroc un coup de force dont la Nation commence de récolter aujourd'hui les fruits horribles que nous avions prédits.

A quelle faillite spirituelle a abouti le Mouvement républicain populaire ! Ce n'est pas parce qu'il est d'inspiration catholique, mais, au contraire, en dépit de cette inspiration, qu'il est devenu, en France, et dans les pays de l'Union française, le complice le plus efficace de Mammon. Sauf pour ce qui touche à l'Ecole libre, où des considérations électorales ont joué, il n'a été, à aucun moment, l'interprète de ce qu'exigeait la conscience chrétienne. Et ce n'est pas assez dire... mais je crains de trop dire.

Le Mouvement républicain populaire eût été le serviteur le plus efficace de la droite, si les communistes, sur ce point, ne lui avaient damé le pion : c'est sur le parti communiste que se fonde le pouvoir de la « Réaction ». Ses chefs sont les « supporteurs » irremplaçables de MM. Pinay et Laniel. C'est le parti communiste qui leur a livré l'Etat, parce qu'il a immobilisé et neutralisé politiquement la classe ouvrière française. Comme la droite devrait le bénir !

Comme elle le bénit d'ailleurs dans le secret ! Quelle terreur elle ressent tous ces jours-ci, à l'idée que certains Français pourraient croire qu'il y a quelque chose de changé à Moscou ! Comme on crie d'avance au mensonge, à la duperie ! C'est que si l'épouvantail ne jouait plus, si le rapprochement avec Moscou s'inscrivait dans les faits, les grands féodaux qui tiennent l'Etat trembleraient. Mais ils ne tremblent pas. Ils n'ont jamais été si assurés de leur puissance.

Ils contrôlent toute l'économie, mais aussi, et ce n'est pas le moins grave, l'expression de la pensée. Ils sont les maîtres et ils le resteront parce que l'amour qu'inspire le parti communiste à de nombreux citoyens est moindre que

la crainte qu'il inspire à tous les autres, pour des raisons qui, d'ailleurs, ne sont pas forcément sordides et dont beaucoup tiennent à l'idée que les Français, chrétiens ou humanistes, se font de l'homme. L'histoire de la Russie soviétique et celle des Républiques populaires constituent un film permanent que l'électeur regarde se dérouler avec répulsion et qui lui dicte son vote.

Toute la question est de savoir si la rage que nous inspirent les féodalités dévoratrices l'emportera sur cette vision toujours présente à nos yeux du destin de Bucarest, du destin de Prague. « Ma mère, ne ferons-nous pas rendre gorge à ces gens-là ? » Ce cri furieux du jeune Louis XIV, nous le retenons, nous le ravalons, parce qu'il ne se trouve pas, en ce siècle marxiste, deux méthodes pour faire rendre gorge, et que nous n'osons souhaiter de livrer « ces gens-là » à un monstre totalitaire encore plus dévorateur qu'ils ne sont eux-mêmes : car, du moins, ai-je encore le droit de penser et d'écrire ce que j'écris ici sans que, jusqu'à aujourd'hui du moins, il y aille de ma vie.

Telles ont été les fatalités de notre politique, dont le fruit, dans l'immédiat, est l'immobilité et le « pourrissement ».

Il appartiendra à notre génération d'introduire dans le dictionnaire de l'Académie ce néologisme : « pourrissement ». Nous avons bien droit au mot, puisque la génération de politiciens à qui nous sommes livrés depuis dix ans a inventé la chose qui n'avait reçu encore de nom dans aucune langue. Pourrissement à ses débuts au Maroc, arrivé à son terme en Indochine, où il se traduit par une hémorragie étrange qui continue après la mort et que nous n'arrêtons pas, bien qu'aujourd'hui nous ne saurions feindre de ne pouvoir l'arrêter faute d'interlocuteur. Et que dire de ce remous d'opinions autour de l'armée européenne, de ce tournoiement indéfini sur lequel nos alliés regardaient danser, aux Bermudes, les deux bouillons venus de France ?

Ces propos vous paraissent trop durs ? Ils ne le sont pas assez, s'ils ne vous arrachent même pas un frémissement.

Les crimes de la vie personnelle peuvent être rachetés et effacés, non ceux de la vie politique. L'Histoire ne pardonne pas, parce qu'elle ne s'interrompt jamais, parce qu'elle développe sans arrêt, dans tous les sens et sur tous les plans, les conséquences d'un acte une fois posé, mais celles aussi de nos dérobades et de nos refus. Qu'entendons-nous quand nous disons « histoire » ? Selon Chateaubriand, « Dieu fait les hommes puissants conformes à ses desseins secrets : il leur donne les défauts qui les perdent

quand ils doivent être perdus. » L'impuissance, voilà le défaut de nos hommes puissants.

Et qu'ils ne cherchent pas d'excuse dans les institutions démocratiques : sous tous les régimes, tout est obstacle à qui tient la barre. L'homme d'État digne de ce nom est celui qui fait prévaloir ses desseins sur les passions d'un Parlement, comme il saurait, s'il était dictateur et maître absolu, réduire au silence ses propres passions. Tel est le don de persuader et de dominer qui n'a été départi à aucun de nos chefs débiles, mais qu'il ne faut jamais désespérer de découvrir un jour dans un homme nouveau.